

Convention collective

IDCC : 8733. – **ENTREPRISES DE TRAVAUX
AGRICOLAS ET RURAUX
ET COOPÉRATIVES D'UTILISATION
DE MATÉRIEL AGRICOLE
(TARN ET HAUTE-GARONNE)
(11 décembre 1987)**

(Etendue par arrêté du 15 mars 1988,
Journal officiel du 24 mars 1988)

AVENANT N° 42 DU 15 NOVEMBRE 2005 (1)

NOR : *AGRS0697013M*

IDCC : *8733*

Entre :

Le syndicat départemental des entrepreneurs des territoires du Tarn ;

Le syndicat départemental des entrepreneurs des territoires de la Haute-Garonne ;

La fédération départementale des coopératives d'utilisation de matériel agricole du Tarn ;

La fédération départementale des coopératives d'utilisation de matériel agricole de la Haute-Garonne,

D'une part, et

Le syndicat des cadres d'entreprises agricoles CGC du Tarn ;

L'union départementale de la CFDT du Tarn ;

L'union départementale de la CGT-FO du Tarn ;

L'union départementale de la CGT du Tarn ;

L'union départementale de la CGT de la Haute-Garonne ;

L'union départementale de la CFDT de la Haute-Garonne ;

L'union départementale de la CGT-FO de la Haute-Garonne,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 57 de la convention collective du 11 décembre 1987 est supprimé et remplacé par l'article 57 rédigé tel que suit :

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

Article 57

Dispositions communes au régime de prévoyance

A. – Organisme assureur

Agri-Prévoyance, institution de prévoyance sise 21, rue de la Bienfaisance, 75008 Paris, est désignée comme organisme gestionnaire du régime de prévoyance.

Toutes les entreprises relevant du champ d'application de la présente convention collective sont donc tenues d'adhérer à Agri-Prévoyance pour leur personnel, à l'exception du personnel d'encadrement tel que défini par la convention du 2 avril 1952 concernant les ingénieurs et cadres d'exploitations agricoles.

Sont dispensés de l'obligation d'adhérer à Agri-Prévoyance les employeurs qui justifient d'une adhésion antérieure à la date de prise d'effet des présentes dispositions auprès d'une autre institution de prévoyance assurant des prestations supérieures.

B. – Réexamen du régime

Un réexamen du régime de prévoyance est effectué tous les ans sur la base des résultats qui sont communiqués chaque année par l'institution de prévoyance.

C. – Durée. – Dénonciation

Le présent régime de prévoyance, adopté pour 1 an, est renouvelable chaque année par tacite reconduction, sauf dénonciation expresse de l'une des deux parties, 2 mois au moins avant la date anniversaire de sa date d'entrée en vigueur.

En cas de dénonciation de la convention collective ou du présent avenant, de changement d'organisme assureur, les prestations de prévoyance périodique d'indemnités journalières, de rentes d'invalidité ou d'incapacité professionnelle permanente ainsi que la rente éducation de la garantie décès en cours de service sont maintenues à leur niveau atteint au jour de la résiliation.

Dans cette hypothèse, il appartiendra aux parties signataires, conformément à l'article L. 912-3 du code de la sécurité sociale, d'organiser avec le nouvel assureur la poursuite de la revalorisation des prestations incapacité, invalidité et des rentes éducations, au moins sur la base de l'évolution du point ARRCO.

Les garanties décès sont également maintenues pour les assurés en cours de service de rente invalidité ou d'incapacité permanente professionnelle.

Article 2

Un article 57 *bis* est créé intitulé et rédigé comme suit :

Article 57 *bis*

Garantie décès

Les salariés non cadres bénéficient d'une couverture décès assurée par Agri-Prévoyance dans les conditions suivantes :

A. – Prestations

En cas de décès du salarié, un capital décès d'un montant égal à 100 % de son salaire annuel brut, majoré de 25 % par enfant à charge, est versé à la demande du ou des bénéficiaires.

En cas d'invalidité permanente et définitive du salarié, constatée par le régime de base de la Mutualité sociale agricole (3^e catégorie), lui interdisant toute activité rémunérée et l'obligeant à être assisté d'une tierce personne pour les actes de la vie courante, le capital décès peut lui être versé, sur sa demande, de façon anticipée.

Le décès postérieur ou simultané du conjoint ou du cocontractant d'un PACS, âgé de moins de 60 ans et non remarié, entraîne le versement au profit des enfants restant à charge d'un capital d'un montant égal à celui prévu en cas de décès du salarié.

Le capital est versé en priorité au conjoint survivant non séparé de corps ou de cocontractant d'un PACS à moins que le salarié ait fixé et notifié à Agri-Prévoyance une répartition entre son conjoint et ses descendants, cette répartition ne pouvant réduire la part du conjoint à moins de 50 % du capital.

En l'absence de conjoint survivant non séparé de corps ou au cocontractant d'un PACS, le capital est versé aux descendants.

En l'absence de ces bénéficiaires prioritaires, le capital est attribué dans l'ordre de préférence suivant :

- au concubin justifiant d'au moins 2 ans de vie commune ;
- aux héritiers.

Le salaire brut pris en compte est celui des 4 derniers trimestres civils précédant le décès ou l'arrêt de travail en cas d'invalidité de 3^e catégorie.

B. – Risques exclus

La garantie décès couvre tous les risques décès, à l'exclusion de ceux résultant :

- de la guerre civile ou étrangère ;
- du fait volontaire du bénéficiaire, le suicide étant toutefois couvert.

C. – Cotisations

La garantie décès est financée par une cotisation de 0,25 % de l'ensemble des rémunérations brutes des salariés non cadres.

Elle est intégralement financée par l'employeur.

D. – Maintien de la garantie décès

En cas de non-renouvellement ou de résiliation de l'accord, la garantie décès est maintenue aux salariés en cours d'indemnisation au titre des garanties incapacité de travail ou invalidité.

Par ailleurs, les partenaires sociaux conviennent que le nouvel organisme assureur assure le maintien de la garantie décès aux salariés en cours d'indemnisation au titre des garanties incapacité et invalidité prévues anté-

rieurement au régime mis en place par le présent avenant. L'ancien organisme assureur transférera au nouvel organisme assureur les provisions déjà constituées pour ce risque.

Article 3

L'article 58 « Garantie de rémunération en cas d'arrêt de travail pour maladie ou accident de la vie privée et maladie professionnelle ou accident de travail » est supprimé et remplacé par un nouvel article 58 rédigé tel que suit :

Article 58

Garantie incapacité de travail temporaire et permanente

A. – Garantie incapacité temporaire de travail

En cas d'arrêt de travail occasionné par une maladie ou un accident de la vie privée, un accident de travail, de trajet ou une maladie professionnelle, le salarié justifiant de 21 jours de travail effectif continu ou non dans l'entreprise à la date de son arrêt de travail, bénéficie d'indemnités journalières complémentaires à celles versées par la Mutualité sociale agricole.

Les 21 jours de travail effectif continu ou non dans l'entreprise sont appréciés sur une période de 6 mois précédant la date de l'arrêt de travail.

Ces indemnités journalières complémentaires sont versées à compter :

- du 1^{er} jour d'arrêt en cas d'arrêt occasionné par un accident du travail, de trajet ou une maladie professionnelle ;
- du 8^e jour d'arrêt en cas d'arrêt occasionné par une maladie ou un accident de la vie privée,

de sorte que l'indemnisation globale perçue par le salarié (indemnisation Mutualité sociale agricole comprise) soit égale à 90 % du salaire retenu pour le calcul des indemnités journalières légales et sont versées pendant :

- 30 jours si l'ancienneté est inférieure à 3 ans ;
- 40 jours si l'ancienneté est égale à 3 ans et inférieure à 8 ans ;
- 50 jours si l'ancienneté est égale à 8 ans et inférieure à 13 ans ;
- 60 jours si l'ancienneté est égale à 13 ans et inférieure à 18 ans ;
- 70 jours si l'ancienneté est égale à 18 ans et inférieure à 23 ans ;

80 jours si l'ancienneté est égale à 23 ans et inférieure à 28 ans ;

90 jours si l'ancienneté est égale ou supérieure à 28 ans.

A l'expiration de cette première période d'indemnisation, le salarié bénéficie du maintien de 80 % de ce même salaire aussi longtemps que sont versées les indemnités journalières légales.

En cas de rupture du contrat de travail, intervenant avant la fin de la période d'indemnisation, les indemnités journalières complémentaires continuent à être versées.

En tout état de cause, le montant de la prestation, cumulée à celle du régime de base de la Mutualité sociale agricole, ne doit pas conduire l'intéressé à percevoir plus que son salaire net de période d'activité.

Les revalorisations de ces prestations sont effectuées en fonction des taux de revalorisation des assurances sociales agricoles.

B. – Garantie incapacité permanente de travail

Les salariés justifiant de 21 jours de travail effectif continus ou non dans l'entreprise à la date de leur arrêt de travail bénéficient, en cas d'invalidité de catégorie 1, 2 ou 3, reconnue par le régime de base de sécurité sociale ou en cas d'attribution d'une rente accident du travail pour une incapacité permanente professionnelle (IPP) au moins égale aux 2/3, du versement d'une pension d'invalidité complémentaire aux prestations versées par le régime de la Mutualité sociale agricole.

Dans tous les cas, son montant (sous déduction de la pension ou de la rente Mutualité sociale agricole et de l'éventuelle rémunération d'une activité salariée) est égal à 80 % du salaire brut du salarié.

Le salaire brut pris en compte correspond au 1/12 des salaires bruts perçus par le salarié au cours des 12 mois civils précédant la date de l'arrêt de travail.

Les pensions d'invalidité en cours de service à la date d'entrée en vigueur du régime ou résultant d'un arrêt de travail antérieur à cette même date continuent à être supportées par l'organisme antérieurement désigné. En revanche, les revalorisations postérieures à cette même date d'entrée en vigueur sont prises en charge par l'organisme gestionnaire désigné dans la mesure où elles ne le sont pas déjà par l'organisme antérieurement désigné.

Les revalorisations de cette prestation sont effectuées en fonction des taux de revalorisation des assurances sociales agricoles.

C. – Cotisations

La garantie incapacité-invalidité est financée par une cotisation de 1,32 % de l'ensemble des rémunérations brutes des salariés non cadres.

Cette couverture est financée à hauteur de 0,54 % par l'employeur et 0,78 % par le salarié.

La part employeur comprend le financement des cotisations dues pour le financement de la garantie légale résultant de l'article 7 de l'accord national interprofessionnel du 10 décembre 1977 ainsi que les cotisations dues pour le financement des prestations complémentaires en cas d'accident de travail.

Article 4

Le présent régime entre en vigueur le 1^{er} janvier 2006.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Article 6

Le présent avenant sera remis à chacune des organisations signataires et 5 autres exemplaires seront déposés, conformément aux articles L. 132-10 et R. 132-1 du code du travail, au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles, 29, avenue F.-Verdier, 81000 Albi.

Fait à Albi, le 15 novembre 2005.

(Suivent les signatures.)